



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org
Siret : 798 550 497 000 19



APPEL FEDERAL **Du 11 Février 2022**

La FSAS-CGTG, dans la continuité de tous ses appels antérieurs et au regard de l'actualité, constate avec gravité que le gouvernement poursuit sa logique irrationnel dans sa gestion idéologique de la crise sanitaire COVID-19.

En effet, tout concoure à affirmer que la sortie de la pandémie est acquise au point que plusieurs pays, et non des moindres puisqu'ils étaient cités en exemple pour justifier le choix de ce Gouvernement, font le constat de l'échec du « tout vaccination ARNm » sans le reconnaître explicitement mais en y mettant fin.

Un petit groupe d'irréductibles gouvernants, dont ceux de la France, cherchent à sauver la face en appliquant vaille que vaille de nouvelles contraintes plus drastiques et plus dangereuses pour les libertés publiques. Mais le Gouvernement Français ruse à nouveau à trois mois des échéances présidentielles.

De plus en plus de scientifiques se rallient au fait que ces décisions sont irrationnelles, non-scientifiques et non porteuses de solutions cohérentes de sortie de crise, en dépit de l'entêtement de ce gouvernement qui, pourtant, commence à se dédire sur un passe vaccinal qui vient juste d'être voté au forcing.

Depuis 2020, la FSAS-CGTG – sans prétention aucune mais mue par la raison et le bon sens – dénonce cette gestion qui ressemble plus à l'imposition d'une nouvelle technologie plus rentable pour les financeurs de politiciens et d'un système de contrôle social plutôt qu'à la protection de la population.

La Guadeloupe a été le fer de lance de la résistance, singulièrement depuis la réplique des organisations syndicales constituées en collectif. Nombreux sont ceux qui nous ont traités de complotistes, d'anti-scientifiques voire même de « gangs », **mais la réalité de terrain nous rattrape et démontre que nous avons raison.**

Aujourd'hui, la vigilance et le combat doivent continuer, envers et contre l'obstination gouvernementale, pour barrer la route à la tentative politicienne et électoraliste qui se profile pour faire croire que c'est grâce à cette équipe Macronienne que nous pouvons enfin « revenir à la vie normale », alors que nous aurions dû en sortir depuis bien longtemps si les bonnes décisions avaient été prises au bon moment. La Guadeloupe, dans sa résistance populaire et majoritaire qui lui a coûté cher, a démontré par les faits que la politique mise en place est une grave erreur qui coûtera très cher en termes sanitaire, social, économique, d'endettement et à la sécurité sociale.

La FSAS-CGTG appelle l'ensemble des travailleurs de la santé, du social et du médico-social à faire front jusqu'à la victoire finale. Les « vaccinés » et les « non-vaccinés », les suspendus ou non, la population, les convaincus de la justesse de cette cause, tous ensemble pour faire reculer le Gouvernement et dénoncer ses erreurs.

En conséquence de quoi et toujours, la FSAS-CGTG :

- **Condamne fermement** la volonté farouche du gouvernement d'imposer aux soignants, aux intervenants du médicosocial, du social et des services à la personne, aux enfants puis à toute la population, une stratégie dite « vaccinale » à répétition qui ne règle en rien cette pandémie mais jette le discrédit sur la science et remplit les poches des fabricants.

- **Dénonce fermement le passe vaccinal** destiné à asservir les citoyens et non à juguler la COVID.
- **Dénonce et combat** toutes les tentatives de division de la population sur le fondement sanitaire.
- **Exige** de l'Etat une posture responsable par sa participation à la table de négociation.
- **Exige une dérogation à l'application de la loi du 05 Août 2021**. Ce qui fût possible pour le Chlordecone doit l'être pour la COVID.
- **Exige** la réintégration de tous les professionnels suspendus, salariés- agents et libéraux.
- **Récuse** toute tentative de licencier-écarter les suspendus sur la base de l'abandon de poste, issue trouvée par les autorités après la suppression du licenciement par le sénat, alors qu'ils ont été mis en situation de non-travail en total irrespect du contrat de travail.
- **Exige** l'arrêt des réformes et de la T2A, sources premières des difficultés hospitalières.
- **Exige** le respect de la liberté de prescrire des médecins, meilleur porte de sortie.
- **Exige** des moyens pour soigner et accompagner en toute sécurité.
- **Exige** que la lumière soit faite sur tous les morts de la covid, singulièrement aux mois d'Août et de Septembre 2021.
- **Exige** des traitements efficaces, moins couteux et expérimentalement vérifiés dans d'autres pays. Des repositionnements de molécules sont avérés mais, jusqu'à ce jour, le déni des autorités est manifeste.
- **Exige** l'autorisation de vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers, l'expérience Cubaine étant l'une des meilleures pistes.
- **Exige** la formation de jeunes professionnels dans la santé, le médico-social, les services à la personne... afin de combler le manque de personnels.
- **Exige** un véritable plan de réorganisation sanitaire, gérontologique et médico-sociale sur le fondement des réalités archipélagiques, sismiques, volcaniques et cycloniques de la Guadeloupe.
- **Dénonce** les effets voulus sur l'inflation de l'endettement public et le « *nouveau trou de la sécurité sociale* » qui suivront.
- **Rappelle** que d'autres épidémies virales et saisonnières (zika, Dengue, grippe...) et pathologies chroniques existent et ne doivent pas être occultées.
- **Appelle** tous les professionnels du sanitaire, du médicosocial, du social, des services à la personne et la population, à continuer la mobilisation contre la loi du 05 Juillet 2021. « Vaccinés » ou non, le principe du danger implicite de cette loi demeure toujours pour la société entière.
- **Appelle à une mobilisation intellectuelle et politique, aux côtés de la mobilisation populaire et sociale, contre la corruption et la tyrannie qui se met en place sous couvert de gestion sanitaire.**

MOBILISATION GENERALE LE MARDI 15 FEVRIER 2022

Basse-Terre, le 11 Février 2022

Pour la FSAS-CGTG, Le secrétaire Général

Philippe BELAIR